



Sélection de documents sur le Foncier & la gestion des zones humides

Centre de Ressources Loire nature –2017



Avant-propos

Les gestionnaires des Conservatoires d'espaces naturels ont parmi leurs actions recours à la maîtrise foncière et d'usage. Cette dernière s'appuie sur une approche concertée, au plus près des enjeux environnementaux, sociaux et économiques des territoires. Aussi les gestionnaires de sites sont-ils amenés à se questionner régulièrement sur leur capacité à répondre aux objectifs de gestion en lien avec la maîtrise foncière et doivent-ils adapter leurs actions en fonction de contextes fonciers diversifiés. A travers une sélection de documents issus de son fonds documentaire, le Centre de Ressources du patrimoine naturel ligérien vous propose d'aborder le sujet de l'action foncière en lien avec la gestion des espaces naturels et/ou des zones humides.

Documents

Actes de colloques

FON1.2 - 2129 / 18559

Séminaires 2004-2005. Contribuer au devenir des zones humides littorales par la maîtrise foncière

GRASSET, Bernard (Dir.) ; BAVEREL, Valérie

Forum des Marais Atlantiques, Février 2006, 148 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / Marais / Zone humide / Littoral

"Le Forum des Marais Atlantiques a organisé trois rencontres locales autour de la contribution des marais acquis par des acteurs publics au devenir des zones humides littorales : une en Gironde (Reignac, 30 novembre 2004), une dans la Somme (Saint-Valery-sur-Somme, 20 janvier 2005) et une en Loire-Atlantique (Nantes, 7 juin 2005). [...] "Ces rencontres, ainsi que l'identification des marais acquis, proposent de partager un état des lieux ainsi qu'un ensemble de pratiques et de questionnements. En effet, il n'est pas toujours facile pour les acteurs ruraux de comprendre les stratégies d'acquisition et de gestion de ces marais sortis de la sphère strictement privée. Or, ils sont souvent l'occasion de nombreux partenariats et peuvent être le point de départ d'enrichissements mutuels et d'évolutions pour le devenir des marais."

Article

FON - 2131 / 18561

Les associations foncières pastorales : un atout au service du maintien de territoires d'élevage en milieu humide

GILARDEAU, Jean-Marie

Forum, la lettre des marais atlantiques, n°35, Septembre 2017, p. 6

FONCIER / Pastoralisme / Elevage / Zone humide

A travers l'exemple du marais de Brouage, l'article montre l'intérêt d'utiliser les associations foncières pastorales (AFP) comme outils de structuration du foncier.





Article

FON1.2 - 2009 / 18187

Promouvoir l'agriculture dans le projet de territoire pour faciliter la mise à disposition du foncier : le cas de la châtaigneraie ardéchoise

DEMENE, Camille ; AUDIBERT, Odile

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Espace agricole / Agriculture

« Dans un contexte de rareté croissante du foncier, la question de la mise à disposition de parcelles agricoles est toujours épineuse. Le bail rural, soumis au statut du fermage et hérité des politiques de modernisation de l'agriculture de l'après-guerre, en reste aujourd'hui l'outil essentiel. Conçu pour satisfaire aux exigences de l'activité agricole et de sa modernisation, le bail connaît toutefois aujourd'hui une certaine disgrâce aux yeux des propriétaires, qui craignent d'y voir disparaître leurs droits à disposer librement de leur foncier. Dans ce contexte, notre contribution s'interroge sur la légitimité actuelle du bail rural et sur le possible renouvellement des modalités de mise à disposition du foncier. Nous faisons l'hypothèse que celle-ci est facilitée dès lors qu'un projet de mise en valeur agricole est partagé entre les parties – propriétaires et agriculteurs. S'il doit avant tout contribuer à une reconnaissance commune des enjeux et à une meilleure acceptation du bail, ce projet partagé peut également ouvrir la voie à des formes originales, notamment collectives, de mise à disposition du foncier. Nous étayerons notre proposition par l'analyse des actions conduites dans le cadre du programme de reconquête de la châtaigneraie, production agricole emblématique des Monts d'Ardèche. Nous y soulignerons l'importance de l'adhésion, à différentes échelles – du territoire à la parcelle – des acteurs à un projet agricole fédérateur, pour améliorer les conditions de mise à disposition du foncier. »

Article

FON - 2008 / 18186

Productions d'inégalités d'accès à la ressource foncière et politiques de préservation du foncier : une approche comparative

REQUIER-DESJARDINS, Mélanie ; VIANEY, Gisèle

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Pastoralisme / Protection réglementaire

« À partir de résultats de travaux de terrain réalisés en France, en Algérie et au Cameroun, cet article analyse comment des actions, des mesures et des normes visant à freiner la dégradation des terres en zones arides et semi-arides et à contrer l'étalement urbain dans des contextes de forte pression foncière génèrent des inégalités et des exclusions sociales. Pour l'étude, des méthodologies et des disciplines différenciées sont mobilisées : une évaluation économique en Algérie, un diagnostic socio-économique au Cameroun et une analyse des pratiques sociales et agricoles sous-tendant les régimes fonciers locaux en France. Les résultats présentent un ensemble de points communs du point de vue de l'histoire de la ressource foncière et montrent que les effets de ces projets et mesures s'opposent aux objectifs attendus. »

Article

FON1 - 2007 / 18185

Droit foncier et pastoralisme, entre propriété et territoire

BARRIERE, Olivier ; BES, Cécile

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Régime foncier / Droit / Pastoralisme / Propriété foncière

« À partir de situations françaises, nous nous interrogeons sur la place du système pastoral dans le territoire et dans le droit à travers ce qui définit le « foncier pastoral ». Comment ce foncier est-il traité, à travers l'histoire, par le droit positif ? De quelle manière les politiques publiques prennent-elles en compte ce droit sur le fonds préposé au pastoralisme ? Ces interrogations aboutissent à un constat. Aller plus loin consiste à s'intéresser au régime du foncier pastoral et à sa mise en œuvre alliant relation de propriété et relation de territorialité. En effet, la façon dont le droit se saisit de l'espace pastoral permet de se poser la question du régime foncier (le rapport juridique à la terre) face à celle de l'identité territoriale (ce qui fait territoire). Le paradigme qui sous-tend chacune d'elle



n'est pas toujours le même d'où des tensions voire des confrontations entre ces deux rapports au foncier. La prise en compte à la fois de la réalité du régime de propriété foncière et de celle de la « mise en territoire » du système pastoral débouche sur une transversalité entre les deux paradigmes qui se pose particulièrement depuis l'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO du site Causses-Cévennes pour ses paysages agropastoraux. Le passage à l'échelle locale du caractère patrimonial ne se décrète pas et cette inscription se présente comme une occasion pour les acteurs locaux de formaliser des valeurs territoriales autour du pastoralisme. Aussi, des innovations endogènes au territoire sont récemment promues par ces acteurs dans un processus d'expérimentation au sein de la Communauté de Communes « Causses Aigoual Cévennes Terres solidaires ». L'enjeu est de mettre en lumière la pluralité des rapports à la terre, propriété individuelle ou territoire commun, la marge des possibles qui ne se limite pas à l'ontologie de l'appropriation. »



Article

FON1.2 - 2006 / 18184

Tensions sur l'espace agricole : quand les enjeux fonciers réinterrogent le rapport entre propriété et usage

GUERINGER, Alain ; PERRIN, Coline ; BARTHES, Carole

VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement, n°1, Mai 2017

FONCIER / Espace agricole / Maîtrise foncière

Article

AME1 - 1553 / 17249

Foncier agricole et enjeux environnementaux : de nouvelles tensions au niveau des exploitations agricoles pour la mise en œuvre de la Trame Verte

ALAVOINE-MORNAS, Françoise ; GIRARD, Sabine

Sciences Eaux & Territoires, n°19, p. 46-49

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / FONCIER / Agriculture / Trame Verte et Bleue / Corridor écologique / Biodiversité / Pratique agricole

« Le dispositif de la Trame verte vise à reconstituer ou maintenir des continuités écologiques dans un objectif de préservation de la biodiversité. Sa mise en œuvre interpelle tout particulièrement les pratiques agricoles dans leur entretien de l'espace et des éléments paysagers pouvant participer à cette trame écologique. Sur la base d'enquêtes réalisées auprès d'agriculteurs d'une vallée alpine française, cet article montre comment la question foncière influence non seulement les pratiques et les attitudes des agriculteurs, mais aussi leur vision de la politique publique Trame verte et le rôle que peut y jouer l'agriculture. »

Article

FON - 2130 / 18560

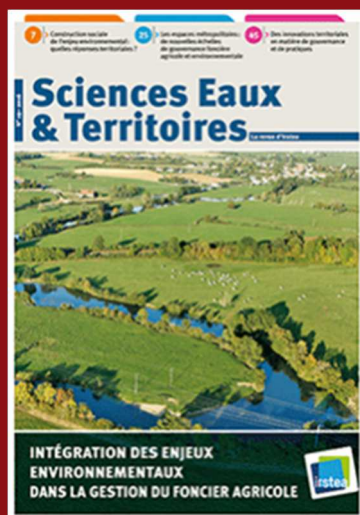
Le foncier agricole, variable d'ajustement ou déterminant de la compensation écologique ?

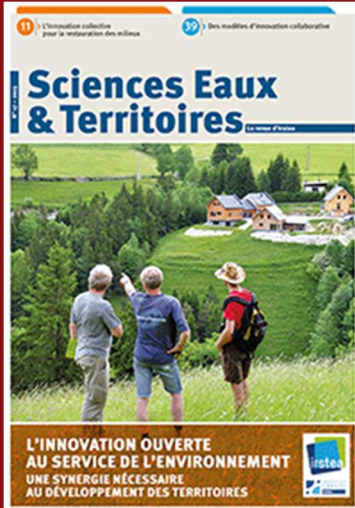
PECH, Michel ; ETRILLARD, Claire

Sciences Eaux & Territoires, n°19, 2016, p. 60-63

FONCIER / Agriculture / Mesure compensatoire / Maîtrise foncière

"La construction d'aménagements ou d'autres infrastructures justifie dans certains cas l'application plus ou moins négociée de mesures de compensation. Deux problèmes principaux se posent, l'un intéresse la disponibilité du foncier et les modes de gestion qui lui seront associés, l'autre consiste en la recherche du mode de gouvernance le plus adapté à l'application de mesures de compensation. Après avoir exposé les différentes approches en matière de maîtrise et de gestion du foncier, cet article s'intéresse à la mise en œuvre pratique de la compensation écologique, notamment quant au choix d'un mode de gouvernance le plus approprié."





Article

FON2 - 1369 / 16534

Les opérations de portage foncier pour préserver l'usage agricole

GUERINGER, Alain ; BERTRAND, Nathalie ; LEGER-BOSCH, Christine

Sciences Eaux & Territoires, n°17, Octobre 2015, p. 66-71

FONCIER / Maîtrise foncière / Urbanisation / Espace agricole / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / Protection de l'environnement

"Dans les territoires périurbains, l'urbanisation croissante se fait principalement au détriment des espaces agricoles, qui disparaissent alors de manière irréversible. Associée à des enjeux environnementaux mais aussi alimentaires, la préservation de ces espaces est devenue un enjeu majeur de la politique d'aménagement du territoire. Dans ce contexte, des initiatives innovantes émergent via une intervention directe sur le marché foncier, avec l'objectif de préserver l'usage agricole sur le long terme. Cet article présente une première analyse de ce phénomène relativement récent : les « opérations de portage foncier »."

Article

FON - 1063 / 15820

Le dossier : Un espace naturel : J'achète ?

collectif

Espaces Naturels, n°50, Avril-juin 2015, p. 22-37

FONCIER / Gestion d'espace naturel / Maîtrise foncière / Acquisition foncière

Au sommaire de ce dossier :

- Acquérir des espaces naturels : opportunité ou nécessité ?
- Animateur foncier : pédagogie et passion
- Une révision partagée de la stratégie de long terme
- La maîtrise foncière des espaces naturels pour quoi faire ?
- PAEN : un nouvel outil pour les espaces agricoles et naturels
- L'achat, une valeur sûre soutenue par les agences de l'eau
- Foncier : trouver la bonne articulation avec les autres protections
- Protéger les espaces agricoles et naturels pour l'avenir de l'Humanité

Article

FON - 2125 / 18555

Dossier : Le foncier agricole : lieu de tensions et bien commun

collectif

Pour, n°220, Décembre 2013, p. 29-336

FONCIER / Agriculture / Sol / Occupation du sol / SAFER

Ce dossier consacré au foncier agricole a été constitué en corrélation avec la création de la Fondation Terre de Liens. Il met en exergue la problématique du foncier agricole, dont l'une des situations les plus préoccupantes est la raréfaction de la superficie agricole.

Article

FON3.2-4 / 3141

Affouillements et alluvions. Quand la Loire pose des questions de droit foncier

MENAGER, Philippe

La Loire et ses Terroirs, Automne 2009, n°70, p. 14-17

FONCIER/Droit

Article

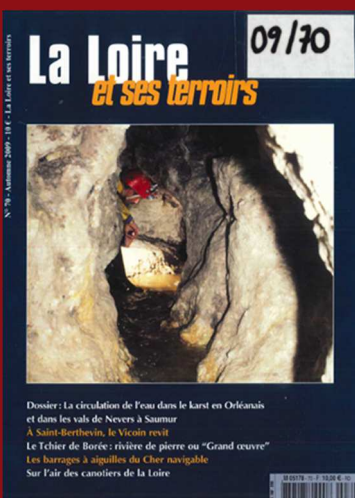
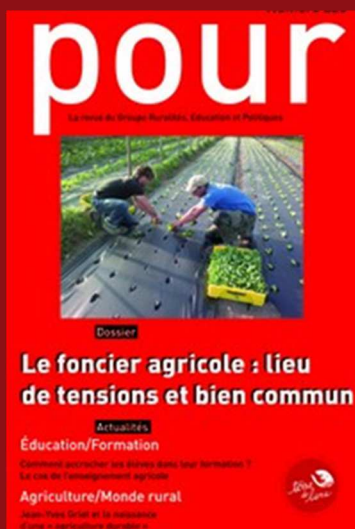
DRO2.311-4 / 2827


Le Domaine Public Fluvial (III). Servitudes et droits de passage

AUCLERC, Philippe

La Loire et ses Terroirs, Été 1997, n°24, p.26-29

DROIT / Domaine Public Fluvial / Servitude





Panorama des incitations fiscales et financières en faveur des espaces naturels

Sommaire

I. Dispositifs concernant les propriétaires fonciers	p.2
A. Mesures touchant l'impôt sur le revenu	p.2
1. Réduction d'impôt accordée au titre des dépenses de préservation	p.2
2. Calcul de l'impôt au titre des dépenses de maintenance et d'entretien	p.3
B. Exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties	p.3
C. Exonération des droits de mutation à titre gratuit	p.4
D. Retour à la situation en paiement	p.4
II. Dispositifs concernant les communes	p.5
A. Mesure concernant la répartition globale de fonctionnement	p.5
B. Mesure particulière en cas d'attribution d'une taxe de séjour	p.5
III. Dispositifs concernant les gestionnaires d'espaces naturels	p.6
A. Taxe sur les passages embranchés à destination des espaces naturels protégés	p.6
B. Droit de francisation et de navigation affrété au Conservatoire de l'espace littoral	p.6
C. Droit départemental de passage sur les ouvrages d'art reliant les lacs au continent	p.7
IV. Dispositifs concernant les usagers des espaces naturels	p.7
A. Les centres Natura 2000	p.7
B. Les mesures Agro-environnementales (MAE)	p.9
1. Les MAE générales	p.9
2. Les MAE emblématiques	p.10
C. Mesure d'CCI du PSEII : compensation et mise en valeur du patrimoine rural	p.10
Annexe I	p.10
Annexe II	p.10

Paris, septembre 2012 - Préface de M. La Ville - 107 rue Saint-François-Breton - 91000 Evry-Courcouronnes
01 49 49 01 01 - www.parcs-naturels.fr

Cet article traite du droit foncier lié au Domaine Public Fluvial, en particulier les diverses servitudes existantes (servitude de halages, de marche-pied...), leur nature et leur champ d'application. Un chapitre est consacré aux moyens d'élargir l'accès et les usages du DPF.

Brochure

FON - 0454 / 13346

Panorama des incitations fiscales et financières en faveur des espaces naturels

Parcs Nationaux de France, 2012, 15 p.

FONCIER / Gestion d'espace naturel / Parc national

Au sommaire de ce document :

I. Dispositifs concernant les propriétaires fonciers

II. Dispositifs concernant les communes

III. Dispositifs concernant les gestionnaires d'espaces naturels

IV. Dispositifs concernant les usagers des espaces naturels

Brochure

ENV1.22 - 0405 / 13234

La fin des paysages ? Livre Blanc pour une gestion ménagère de nos espaces ruraux

BOISMENU, Antoine de

FNSAFER, 2004, 47 p.

ENVIRONNEMENT / Paysage rural / Espace rural

Avec ce livre Blanc, la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Etablissement Rural s'interroge face à l'urbanisation. Elle ouvre le débat : assiste-t-on à la fin des paysages des campagnes traditionnelles ? L'accepte-t-on ? Est-ce le prix à payer des modes de vie modernes et du progrès ?

Brochure

POL1.232.11 - 0236 / 12687

Partenaires pour une gestion foncière au service des ressources en eau

Agence de l'eau Loire-Bretagne, 5 p.

POLITIQUE DE L'ENVIRONNEMENT / Acteur de l'eau / Acteur foncier / SAFER / FONCIER

Une convention de partenariat vient d'être signée entre l'agence de l'eau, les Safer (Sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) et les chambres d'agriculture du bassin Loire-Bretagne pour une politique de gestion du foncier sur les aires d'alimentation de captages prioritaires "Grenelle". Ce document décrit le rôle de chacun des partenaires et présente des exemples de gestion foncière.

Livre

FON - 2126 / 18557

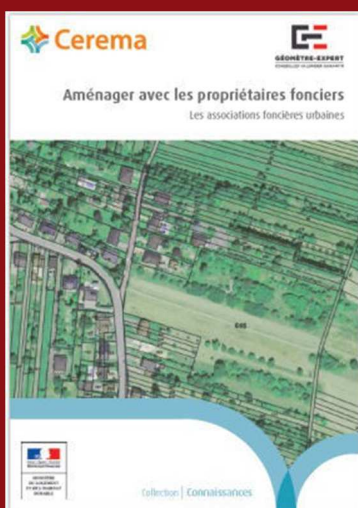
Aménager avec les propriétaires fonciers. Les associations foncières urbaines

MARCHAND, Patrick (Coord.)

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement, 2017, 52 p.

FONCIER / Ville

« Cet ouvrage présente de manière synthétique et illustrée par des exemples concrets, les différentes formes d'association foncière urbaine (AFU), leurs avantages, leurs précautions d'utilisation et leurs conditions de mise en œuvre : Il répond aux principales questions que peuvent se poser les acteurs concernés : Pourquoi et quand utiliser l'AFU ? Quel intérêt revêt cette procédure par rapport aux autres outils de l'aménagement ? Quelles sont les nouvelles perspectives d'utilisation de cet outil dans un contexte foncier et urbain en pleine évolution suite à la loi ALUR ?



Il s'adresse principalement aux collectivités locales, aux propriétaires fonciers et aux acteurs de l'aménagement s'interrogeant sur la possibilité d'utiliser cette démarche pour mener à bien un projet d'aménagement. Ce document synthétique constitue le premier ouvrage produit par le groupe de travail sur les AFU, constitué par le Cerema, l'Ordre des géomètres-experts (OGE) et le ministère du Logement et de l'Habitat Durable (MLHD). Il a vocation à être complété par un guide méthodologique, à destination des professionnels de l'aménagement, détaillant les différentes étapes dans la mise en œuvre des AFU. »



Livre

AME1.1 - 1738 / 17657

Prise en compte de l'activité agricole et des espaces naturels dans le cadre de la gestion des risques inondations. Guide destiné aux acteurs locaux. Volet activité agricole - Version 1

Collectif

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer ; Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la forêt, Avril 2016, 135 p.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / Gestion des risques / Risque naturel / Inondation / Agriculture / Espace naturel sensible des départements / Guide

Au sommaire de ce guide :

PARTIE I : Connaissances à partager sur les inondations

1. Les inondations et leurs impacts
2. Les stratégies de gestion des risques d'inondation

PARTIE II Clés de réussite

Créer un climat de confiance

Clé de réussite n°1 - Se connaître pour se comprendre

Clé de réussite n°2 - Devenir partenaires

Clé de réussite n°3 - Maîtriser les impacts négatifs du projet

PARTIE III BOITE A OUTILS

oGénéralités

Fiche n°1 Lexique

Fiche n°2 Acteurs

oOutils cadre

Fiche n°3 Elaboration d'un protocole général pour la prise en compte des enjeux agricoles

Fiche n°4 Etude des impacts sur l'activité agricole et le foncier

Fiche n°5 Suivi et retours d'expérience (REX)

oOutils d'indemnisation

Fiche n°6 Compensations financières

Fiche n°7 Constitution fonds d'indemnisation

oOutils fonciers

Fiche n°8 Servitudes d'utilité publique de l'article L. 211-12 du Code de l'environnement

Fiche n°9 Bail rural à clauses environnementales

oOutils financiers

Fiche n°10 Programme d'actions de prévention des inondations

Fiche n°11 Mesures agri-environnementales et climatiques

oOutils "pour aller plus loin"

Fiche n°12 Dispositifs d'indemnisation en cas d'inondation

Fiche n°13 Réduction de la vulnérabilité des exploitations agricoles

Fiche n°14 Ralentissement dynamique des écoulements

oExemples de projets déjà mis en oeuvre

Fiche n°15 Les aménagements de transfert d'exposition aux inondations du site de Proisy - Entente Oise-Aisne

Fiche n°16 Le projet Isère amont du Syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (Symbhi)

Fiche n°17 Le projet d'aménagements hydrauliques et environnementaux du bassin de la Meuse amont (HEBMA) de l'EPAMA

Fiche n°18 Zone d'expansion des crues de la Meuse réalisée par l'EPAMA sur le site de Mouzon

Fiche n°19 Champs d'inondation contrôlée sur l'Ecoutay à Beaumont-lès-Valence - SMBVV

Fiche n°20 La réduction de la vulnérabilité agricole aux inondations du Rhône - Plan Rhône



Livre

FON - 2128 / 18558

Eau et Foncier. Guide juridique et pratique pour les interventions publiques sur terrains privés

LEDOUX, Bruno ; LARROUY-CASTERA, Xavier

DREAL Languedoc-Roussillon, Mars 2010, 209 p.

FONCIER / Eau / Guide / Gestion de l'eau / Cours d'eau non-domaniaux / Restauration de milieu / Entretien de cours d'eau / Milieu aquatique / Espace de liberté / Crue / Loisir / Captage d'eau / Zone humide

Sommaire général du guide :

- Les maîtres d'ouvrage publics et la gestion intégrée de l'eau
- La restauration et l'entretien des milieux aquatiques et rivulaire
- La préservation et la restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau
- La préservation et la restauration des champs d'expansion des crues
- Gestion des matériaux solides
- Accès à la rivière et usage de loisir
- Protection des captages d'eau potable et de la ressource en amont
- Accès et travaux de protection sur des forages ou des puits privés
- Les zones humides

Livre

FON - 2127 / 18556

Les outils de l'action foncière au service des politiques publiques

DAVAL, B (Coord.)

CERTU, 2006, 82 p.

FONCIER / Maîtrise foncière / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE / SAFER / Acteur foncier

Ce document recense les différents moyens d'actions dont disposent les collectivités locales afin de mener à bien des interventions foncières au service des politiques publiques. Les outils proposés sont sous forme de fiches concernant divers niveaux d'intervention :

- la planification : SCOT, PLU, PLH ...
- les outils d'aménagement opérationnel : ZAC, lotissement, PC groupé ...
- les outils de maîtrise foncière : DPU, ZAD, expropriation ...
- les autres outils de mobilisation foncière : VEFA, baux, AFU ...
- les outils fiscaux et financiers : PVR, PAE, TLE, TFPNB ...
- les acteurs et structures publiques : EPF, DAF, SAFER ...

A noter que certaines fiches ont été mises à jour en 2013 et sont disponibles en ligne ; pour y accéder, cliquez sur le deuxième lien du champ "Adresse web".

Livre

FON1.2-1 / 4146

Les contrats pour la gestion des milieux naturels

DEPREZ, D.

Atelier Technique des Espaces Naturels, 1995, 70 p. + annexes

FONCIER / Gestion des milieux / Convention de gestion foncière / Propriété foncière / Maîtrise foncière / Législation

Analyse des outils juridiques existants pour la maîtrise du foncier et des droits d'usage d'un site naturel pour sa gestion conservatoire. Après rappel des règles liées à la nature du contrat, il est proposé un bilan des avantages et inconvénients pour chacune des parties (propriétaires, locataires...)

Mémoire/Thèse

GES1.34-8 / 4397

Quelle place pour les Espaces Naturels Sensibles au sein d'un réseau écologique régional ? Mémoire de Master 2, Espaces et Milieux, Université Paris Diderot, Paris 7

GAUDARD, Romain, Conservatoire des Espaces Naturels Sensibles du Conseil Général de l'Essonne

Université Denis Diderot, Paris 7, 01/01/09, 86 p.



Analyse des outils juridiques existants pour la maîtrise du foncier et des droits d'usage d'un site naturel pour sa gestion conservatoire. Après rappel des règles liées à la nature du contrat, il est proposé un bilan des avantages et inconvénients pour chacune des parties (propriétaires, locataires...)

Plaquette

RHYD1.221 - 1626 / 17438

Cellule "dynamique fluviale de l'Allier"

Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne ; Conservatoire d'espaces naturels de l'Allier

Nd, 4 p.

RESEAU HYDROGRAPHIQUE / Rivière / Morphodynamique fluviale / Fonctionnement de l'hydrosystème / SAGE / Berge / Erosion des berges / Acquisition foncière

Ce 4 pages vise à présenter la cellule "dynamique fluviale de l'Allier", unité d'accompagnement pour la préservation de la dynamique fluviale de la rivière Allier.

Au sommaire :

- De l'animation et du conseil technique en faveur de la dynamique fluviale
- Des acquisitions et échanges fonciers sur des zones ciblées
- Les objectifs du SAGE Allier Aval sur la dynamique fluviale
- Une cellule qui contribue à la mise en oeuvre du SAGE Allier Aval sur l'espace de mobilité optimal
- Vers des premières actions ponctuelles de restauration de la dynamique
- Le suivi des protections de berge et des zones d'érosion sur le Val d'Allier
- Comment contacter la cellule "dynamique fluviale de l'Allier" ?

Rapport

ACT1.1 - 0829 / 14974

Panorama de la quantification de l'évolution nationale des surfaces agricoles

Observatoire National de la Consommation des Espaces Agricoles ; Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, 2014, 126 p.

ACTIVITE HUMAINE / Espace agricole / ENVIRONNEMENT

Rapport

FON2.1 - 0545 / 13845

Stratégies foncières locales et mobilisation des outils fonciers en faveur de la biodiversité : guide méthodologique

Centre d'Études Techniques de l'Équipement

Ministère de l'égalité des territoires et du logement ; Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie, mars 2013, 173 p.

FONCIER / Acteur foncier / Biodiversité

Réalisé par le Centre d'Études Techniques de l'Équipement (CETE) Méditerranée à la demande du Ministère de l'écologie (direction de l'eau et de la biodiversité) afin de faire le point sur les principaux acteurs et grands principes méthodologiques sur les questions de stratégies foncières et de biodiversité. Le réseau des Conservatoires des espaces naturels s'est fortement impliqué dans ce document, par le biais du Comité de Pilotage et par l'ensemble des expériences des Conservatoires qui ont été identifiées. Le guide a pour objectifs :

- d'aider la définition et la mise en oeuvre de stratégies et actions foncières locales en faveur de la biodiversité ;
- de capitaliser les expériences et savoir-faire à partir de cas concrets et ainsi, porter à connaissance le champ des possibles ;
- et de contribuer à une meilleure lisibilité des acteurs du foncier pour la préservation de la biodiversité et optimiser leur mobilisation.

Il s'adresse aux collectivités et leurs groupements ainsi qu'aux services de l'État et ses établissements publics de Métropole. Il insiste sur la nécessaire recherche de complémentarité entre acteurs publics et privés pour inventer des partenariats et des modes



d'intervention diversifiés, adaptés aux contextes locaux. (résumé du portail zone humides)

Rapport

FON1.1-5 / 5424

Prise en compte de l'aspect patrimonial dans le foncier non bâti des entreprises sous tutelle d'Etat, des banques et des assurances : bilan et perspectives

RENOUST, Aurélie

ENGREF ; Fédération des Conservatoires d'espaces naturels - Orléans, 01/07/01, 111 p.

FONCIER / Propriété foncière / Acteur foncier / Conservatoire Régional d'Espace Naturel

L'Etat, ainsi que les entreprises sous sa tutelle, ainsi que les banques et les assurances sont des propriétaires fonciers importants. Toutefois, la prise en compte de l'aspect environnemental dans la gestion de ce patrimoine foncier non bâti n'est pas clairement définie.

Ce stage a donc permis tout d'abord de déterminer les organismes les plus susceptibles de posséder du foncier non bâti ayant une valeur patrimoniale. Une étude plus approfondie et le recueil des expériences des Conservatoires ont ensuite permis de déterminer les caractéristiques de ce patrimoine, et d'ébaucher des recommandations afin de mener à bien un partenariat entre les Conservatoires et les organismes propriétaires.

Rapport

FON1.1-3 / 5262

Droit de propriété et conservation de la nature

OUDARD, Xavier

Ecosphère ; Fédération des Conservatoires d'espaces naturels - Orléans, 01/03/96, 33 p.

FONCIER / Droit de la propriété / Protection de l'environnement / Propriété foncière

La propriété foncière est le droit d'user, de percevoir les fruits et de disposer d'un terrain et de ses biens accessoires. Elle peut être démembrée en droit dits immobiliers (droits d'usufruit, droit d'usage, droits dits accessoires). Les contrats fonciers permettent le transfert de ces droits. La propriété foncière est toutefois grevée de contraintes qui découlent des notions d'intérêt général, de nécessité publique.. et dans le cas des biens naturels, de la notion d'intérêt général écologique. Ces contraintes limitent la détention de la propriété, son transfert, son exercice et parfois même imposent la préservation du terrain (le propriétaire a la charge vis-à-vis de ses concitoyens de préserver la fonction écologique de la propriété). La conservation des espaces naturels et ruraux consiste dans leur utilisation durable par l'homme. Cette conservation procède soit par la contrainte des droits du propriétaire (protection réglementaire), soit par l'orientation de ces droits (protection contractuelle), soit par la détention de ces droits (protection foncière). La protection foncière se distingue par la gestion écologique qu'elle permet, par la diversité des acteurs qui peuvent la pratiquer et souvent par la pérennité de la protection assurée et par la participation des gestionnaires traditionnels du milieu. L'action foncière est un mode de protection de plus en plus développé. Il est fait un bilan des modes d'intervention de ces différents acteurs et des superficies actuellement acquises ou maîtrisées par eux ainsi que la synthèse de l'action foncière dans les projets ACE, AC-NAT et LIFE en France.

Rapport

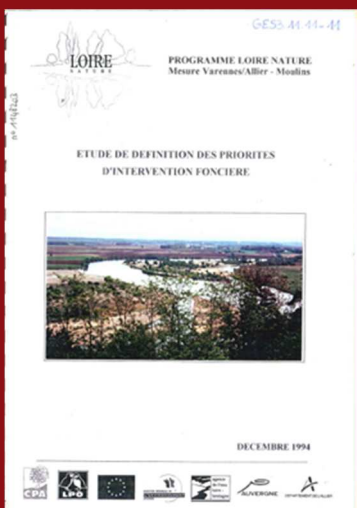
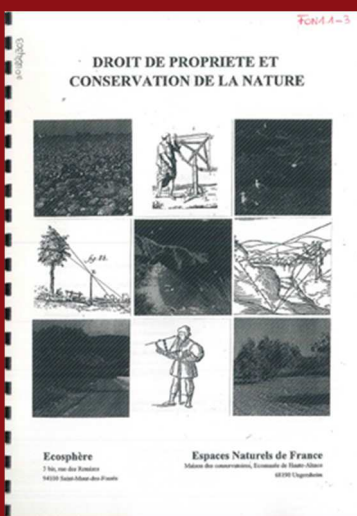
GES3.11.11-11 / 5186

Etude de définition des priorités d'intervention foncière

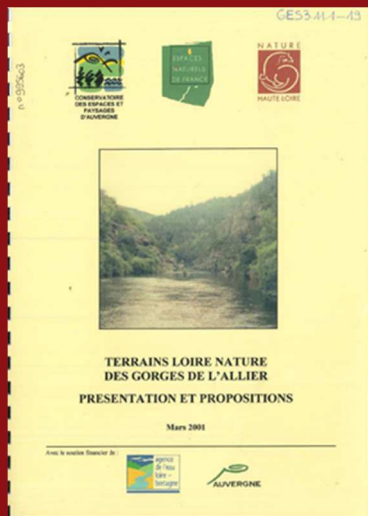
Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne ; LPO Auvergne ; DIREN Auvergne ; Agence de l'eau Loire-Bretagne ; Conseil Régional d'Auvergne ; Conseil Général de l'Allier ; Union Européenne, programme Life, 01/12/94, 39 p. + annexes

FONCIER / Maîtrise foncière

La stratégie de maîtrise foncière est justifiée au travers du dispositif global Loire nature, tant comme outil d'intervention que comme garantie de gestion durable des terrains. Des précisions sont apportées sur les conditions de mise en oeuvre et d'intervention ultérieure. La deuxième partie du rapport aborde le projet en lui-même. Elle précise le choix de la zone d'intervention au sein du lit majeur et fournit les principales indications



sur son intérêt. Sont développées en grande partie les données d'ordre biologique, mais également hydrodynamique. La méthode d'intervention foncière repose sur le choix de zones homogènes qui sont classées en fonction de critères d'urgence, ce qui permet d'orienter les modalités de négociation foncière. A partir de l'analyse du foncier, il est apporté un éclairage sur les actions ultérieures à mener, tant en matière de travaux, de gestion, que d'association des usagers et du grand public.



Rapport

GES3.11.1-19 / 5054

Terrains Loire Nature des gorges de l'Allier. Présentation et propositions

Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne ; Nature Haute-Loire
 Agence de l'eau Loire-Bretagne ; Conseil Régional d'Auvergne, 01/03/01, 78 p. + annexes
PROTECTION ET GESTION / Maîtrise foncière / MILIEU NATUREL

Le but de ce document est de situer le patrimoine foncier acquis sur les terrains des gorges de l'Allier et d'apporter les éléments disponibles sur l'intérêt écologique et de formuler les premières orientations pour des interventions futures. Ce document est également un outil pour l'ensemble des partenaires afin d'appuyer la réflexion sur les actions à conduire.



Rapport

FON3.1-1 / 5039

Diagnostic foncier et cartographies de l'occupation du sol sur les forêts alluviales de l'Allier et de la Dore

CORDONNIER, Stéphane
 Conservatoire des Espaces et Paysages d'Auvergne ; Observatoire du Patrimoine Naturel en Auvergne, 01/02/97, 26 p. + annexes
FONCIER / Occupation du sol / Forêt alluviale

Une vingtaine de site de forêt alluviales de l'Allier et de la Dore ont été étudiés. Pour tous ces sites, une analyse de l'occupation du sol, des usages, des atteintes et des menaces a été réalisée ainsi qu'une analyse de la structure foncière. Les résultats sont présentés sous formes de fiches et de cartes (carte d'analyse cadastrale et une carte d'occupation des sols pour chaque site).



Rapport

GES3.81.1-13 / 4860

Tourbières de la Geneste et des Narcès. Commune d'Issanlas (07). Diagnostic écologique (première phase) et animation foncière

PIERRON, Virginie
 Conservatoire Rhône-Alpes des Espaces Naturels ; Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable ; Agence de l'eau Loire-Bretagne ; Conseil Régional Rhône-Alpes, 01/01/04, 27 p. + annexes
PROTECTION ET GESTION / Tourbière / Diagnostic écologique

La première partie décrit le site (aspect foncier, paramètres physiques, habitats naturels). La deuxième partie évalue l'intérêt naturel du site en termes d'habitats, de flore et de faune). En annexe : les listes des espèces végétales et animales du site.

Revue

MIL2.6 - 2077 / 18397

Restauration et réhabilitation des zones humides : enjeux, contextes et évaluation

GALLET, Sébastien ; HURUGEN, Armelle ; BITEAU, Benoît ; GAUCHERAND, Stéphanie ; et al.
 IRSTEA, Sciences Eaux & Territoires, n°24, 04/09/17, 71 p.
MILIEU NATUREL / Zone humide / Restauration de milieu / Réglementation / SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES / Fonctions des zones humides / FONCIER / Mesure compensatoire



Au sommaire de ce numéro :

- Avant-propos - La restauration des zones humides, enjeu majeur du XXIe siècle
- Réparer la nature, est-ce bien raisonnable ?
- Les représentations sociales des zones humides?: quel lien avec l'action ?
Analyse historique et cas de la dépollérisation
- Point de vue - Le réparateur, l'ingénieur ou le thérapeute ?
- Zones humides : l'évolution du cadre juridique
- Note - Respecter le cadre et les procédures juridiques pour la restauration des milieux humides
- Focus - Mise en place d'un réseau expérimental sur la réhabilitation des zones humides dans le Finistère
- Focus - Les établissements publics fonciers, des outils pour la biodiversité des zones humides : le cas de l'EPF Nord-Pas de Calais
- Focus - Restauration de roselières en baie du Mont-Saint-Michel ? : un programme de compensation de longue haleine
- Focus - Suppression de trois ouvrages hydrauliques sur l'Orge : ingénierie ou accompagnement ?
- Le Conservatoire du littoral : un acteur face au changement climatique
- Focus - Le programme Adapto et les premières réflexions menées sur le site de la baie de Lancieux
- Une méthode nationale pour évaluer les fonctions des zones humides dans le cadre de la compensation écologique des impacts
- ASPIRE : un cadre méthodologique pour l'appréciation du succès des projets d'ingénierie et de restauration écologiques : application à une opération de restauration d'une zone humide d'altitude

Revue

SNAT3.1 - 1821 / 17746



Compensation écologique : naissance d'un cadre cohérent

collectif

BIODIV'2050, n°11, Décembre 2016, 31 p.

SCIENCES EXACTES ET NATURELLES / Biodiversité / Compensation écologique / Loi biodiversité / Mesure compensatoire

Au sommaire de cette revue :

TRIBUNE

- La Compensation écologique dans la loi biodiversité
- Elaboration d'un cadre pour la compensation écologique en France : 40 ans de gestation
- Les points clés du cadre français relatif à la mise en oeuvre de la compensation écologique suite à l'adoption de la loi Biodiversité

COMPRENDRE

- La dispositif de suivi et de contrôle des mesures compensatoires en France : état des lieux et contribution à l'objectif d'absence de perte nette

INVENTER

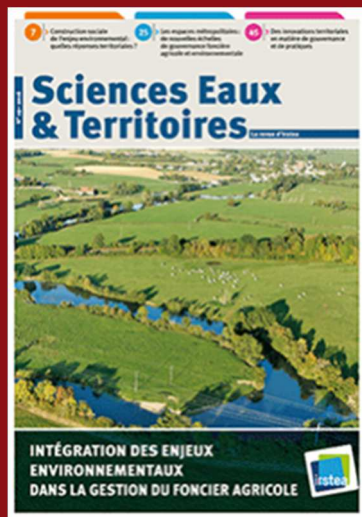
- Retour sur la première expérimentation de "site naturel de compensation" en France : l'Opération Cossure

INTERNATIONAL

- La compensation écologique, un outil polymorphe en plein essor en Europe
- La compensation, un financement innovant en faveur de la biodiversité pour le Fonds Français pour l'Environnement Mondial

INITIATIVES

- La politique sur la compensation écologique de l'UICN : s'assurer des conditions de dimensionnement, de mise en oeuvre, de suivi et de contrôle des mesures compensatoires
- Focus sur un mécanisme qui fait ses preuves : les "pools fonciers" allemands
- Bilan de la réunion annuelle du Business and Biodiversity Offsets Programme



Revue

FON - 1552 / 17248

Intégration des enjeux environnementaux dans la gestion du foncier agricole

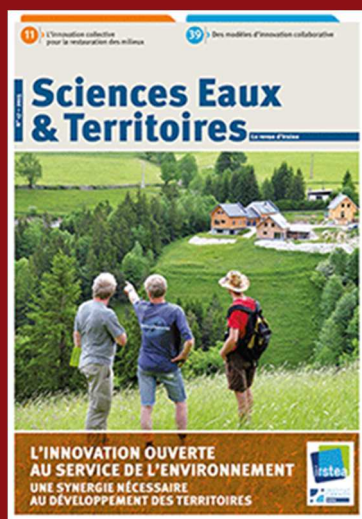
BERTRAND, Nathalie ; DUVILLARD, Sylvie

Sciences Eaux & Territoires, n°19, 24/05/16, 63 p.

FONCIER / Agriculture / Trame Verte et Bleue / ENVIRONNEMENT / Mesure compensatoire

Au sommaire de ce numéro :

- Intégration des enjeux environnementaux dans la gestion du foncier agricole : introduction
- Articuler la gestion des ressources forestières et du foncier agricole : le projet biomasse-énergie en Guyane
- L'accès aux ressources énergétiques au Québec : entre soutien et régulation publique du gaz de schiste, un arbitrage éclaté
- Témoignage – Le concept de ferme urbaine : Genève ou le renouvellement du rapport agriculture-urbanisation
- Témoignage – « C'est mieux que rien...»
- Témoignage - Définition de la stratégie agricole 2015-2020 de Grenoble-Alpes Métropole : le foncier au cœur des enjeux
- Les métropoles lilloise et nantaise au prisme du foncier agricole
- Politique d'acquisitions foncières et protection de la ressource en eau
- Foncier agricole et enjeux environnementaux : de nouvelles tensions au niveau des exploitations agricoles pour la mise en œuvre de la Trame Verte
- Enjeux fonciers de la relocalisation des activités et des biens menacés par des risques littoraux
- Nouvelles formes de gouvernance foncière rurale au service d'installations agricoles respectueuses de l'environnement
- Le foncier agricole, variable d'ajustement ou déterminant de la compensation écologique ?



Revue

ENV - 1361 / 16526

L'innovation ouverte au service de l'environnement. Une synergie nécessaire au développement des territoires

collectif

Sciences Eaux & Territoires, n°17, 72 p.

ENVIRONNEMENT / Développement durable / Economie / Recherche / Gestion d'espace naturel

Au sommaire de ce numéro :

- La conception innovante, un enjeu majeur pour l'environnement
- Écologiser le génie civil pour innover dans la restauration des écosystèmes : le cas d'un chantier de réhabilitation d'une fuite d'hydrocarbures
- Hydroacoustique et poissons migrateurs amphihalins : analyse innovante de leur dynamique migratoire
- La compensation écologique fonctionnelle : innover pour mieux traiter les impacts résiduels des projets d'aménagements sur la biodiversité
- Les zones tampons humides artificielles pour réduire les pollutions des nappes par les pesticides issus des réseaux de drainage : une innovation en marche ?
- Le nouveau Poutès : co-construire l'hydroélectricité durable
- Dynamique de collaboration entre acteurs opérationnels et scientifiques pour une amélioration des systèmes de prévision des crues en France
- Accompagner par la recherche l'innovation sociale dans un parc naturel régional : un regard en miroir
- L'innovation lue au prisme de son volet organisationnel : l'exemple de la diversification dans les stations de moyenne montagne
- Un dialogue territorial innovant pour contribuer à la réduction des pollutions diffuses au niveau d'un territoire
- Focus - Montage et réalisation de projets de recherche entre organisme de recherche, gestionnaires et bureau d'étude : analyse à travers l'expérience d'Asconit Consultants
- Les opérations de portage foncier pour préserver l'usage agricole



Revue

FON2 - 0535 / 13895

Sécuriser des engagements environnementaux : séminaire d'échange sur les outils fonciers complémentaires à l'acquisition

Collectif

Études & documents, n°82, Avril 2013, 62 p.

FONCIER / Protection de l'environnement / Servitude / Acteur foncier / Acquisition foncière / Mesure compensatoire / Espace naturel sensible des départements

Au sommaire de ce document restituant les échanges du séminaire du 26 juin 2012 qui s'est tenu à la Défense :

A. Contexte et objectifs du séminaire d'échange

B. Les outils existants : retours d'expériences

- Préservation des milieux naturels : mise en perspective des outils juridiques

- Les cahiers des charges adossés aux ventes SAFER : quels engagements environnementaux, quelle sécurisation de ces engagements ?

- Le bail rural à clauses environnementales : retours d'expériences et besoins identifiés

- Les ENS : exemples de recours à des outils conventionnels : intervenir sur les terrains de tiers et sécuriser les engagements de gestion

- Les servitudes conventionnelles environnementales : utilisations actuelles et possibles à droit constant

C. Quelles initiatives à l'acquisition foncière pour mettre en œuvre la compensation écologique ?

- Les besoins d'un aménageur

- Pistes de travail proposées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitation agricole

D. Quels compléments à l'acquisition foncière pour préserver la qualité environnementale de zones à fort enjeu écologique ?

- Pratiques et besoins : l'expérience du Conservatoire du littoral

- Pratiques et besoins : l'expérience de la Fédération des Conservatoires d'espaces naturels

- Les propositions de la Société française de droit de l'environnement

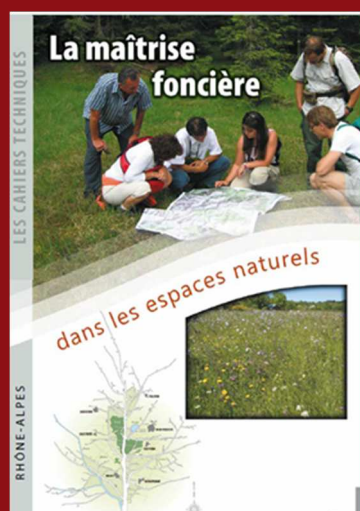
- Mise en perspective par l'Institut national de l'espace rural et de l'environnement

E. Synthèse

F. Conclusions et suites prévues

Revue

FON1.2 - 0201 / 12593



La maîtrise foncière dans les espaces naturels

FAVRE, Elisabeth

Les Cahiers Techniques, Février 2012, 27 p.

FONCIER / Acteur foncier / Maîtrise foncière / Gestion d'espace naturel / Méthodologie

Au sommaire de ce numéro :

LE CONTEXTE TERRITORIAL ET FONCIER

- L'histoire comme élément de compréhension

- Pourquoi opérer une maîtrise foncière ?

- Qui sont les acteurs fonciers ?

- Sécuriser au mieux le devenir du foncier

COMMENT PROCÉDER POUR MAÎTRISER LE FONCIER ?

- Quand l'animation foncière résulte d'une action structurée

- Quand l'animation foncière est conduite selon opportunité

- Choisir le bon outil de maîtrise foncière

- L'importance de la cohérence avec d'autres outils

- Les étapes clés de l'animation foncière

- Comment se faire financer la maîtrise foncière ?

L'APRÈS MAÎTRISE : METTRE EN PLACE UNE GESTION EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

 République Française Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt	
Informations	
Titulaire générale de la performance économique et environnementale des entreprises Service Compétitivité et performance environnementale Sous-direction Performance environnementale et valorisation des territoires Bureau Foncier 2, rue Barthelemy 75249 PARIS 13 ^e SP FRANCE	Instructions techniques DGPE/SDPE/2016-861 26/10/2016
Date de mise en application : Immédiate Diffusion : Tout public	
Cette instruction est abrégée comme instruction. Cette instruction ne modifie aucune instruction. Nombre d'articles : 2	
Objet : la présente instruction a pour objet principal l'information des bailleurs privés et des preneurs à bail sur le bail rural à clauses environnementales (appelé par les articles de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentaire et la forêt et sur son décret d'application).	
Destinataire d'exécution	
DRAAF DDAF DDT(M)	
Résumé : Mis en place en 2006, le bail rural à clauses environnementales (BRE) a eu, dès l'origine, pour objet le « respect par le preneur des pratiques culturales mentionnées au 2ème alinéa de l'article L. 411-27 », c'est-à-dire des pratiques visant la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité, des paysages, de la qualité des produits, des sols et de l'air, la prévention des risques naturels et la lutte contre l'érosion. Il s'agit d'un dispositif permettant de concilier une activité de production agricole et le respect de l'environnement. Cet outil s'inscrit dans la démarche globale de l'agroécologie et de la triple performance. C'est pourquoi la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) s'est attachée à promouvoir le dispositif du BRE et à permettre son extension à de nouveaux cas de figure. Elle a élargi le champ d'application du bail rural à clauses environnementales, en permettant aux bailleurs privés de conclure des BRE sur la totalité du territoire (et non plus seulement sur des parcelles situées en zones protégées), à la condition toutefois que ces baux visent le maintien d'infrastructures écologiques ou de pratiques environnementales existantes. La présente instruction est destinée avant tout, à l'information des bailleurs privés et à celle des preneurs à bail, sur les nouvelles possibilités s'offrant à eux depuis l'entrée en vigueur du III de l'article 4 de la LAAAF qui a complété l'article L. 411-27 précité. De ce fait, elle s'adresse aux personnes et services chargés de conseiller les bailleurs ou les preneurs (les services agricoles ou environnement des DDT, DDTM ou DAAF, les organisations professionnelles agricoles, les fédérations de propriétaires, les notaires, les chambres d'agriculture, etc.)."	

Instruction technique DGPE/SDPE/2016-861

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, Bulletin officiel du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, n°46, 26/10/16, 12 p.

FONCIER / Réglementation / Ressource en eau / Biodiversité / Paysage / Prévention des risques / Agri-environnement

"Mis en place en 2006, le bail rural à clauses environnementales (BRE) a eu, dès l'origine, pour objet le « respect par le preneur des pratiques culturales mentionnées au 2ème alinéa de l'article L. 411-27 », c'est-à-dire des pratiques visant la préservation de la ressource en eau, de la biodiversité, des paysages, de la qualité des produits, des sols et de l'air, la prévention des risques naturels et la lutte contre l'érosion. Il s'agit d'un dispositif permettant de concilier une activité de production agricole et le respect de l'environnement. Cet outil s'inscrit dans la démarche globale de l'agroécologie et de la triple performance. C'est pourquoi la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAAF) s'est attachée à promouvoir le dispositif du BRE et à permettre son extension à de nouveaux cas de figure. Elle a élargi le champ d'application du bail rural à clauses environnementales, en permettant aux bailleurs privés de conclure des BRE sur la totalité du territoire (et non plus seulement sur des parcelles situées en zones protégées), à la condition toutefois que ces baux visent le maintien d'infrastructures écologiques ou de pratiques environnementales existantes. La présente instruction est destinée avant tout, à l'information des bailleurs privés et à celle des preneurs à bail, sur les nouvelles possibilités s'offrant à eux depuis l'entrée en vigueur du III de l'article 4 de la LAAAF qui a complété l'article L. 411-27 précité. De ce fait, elle s'adresse aux personnes et services chargés de conseiller les bailleurs ou les preneurs (les services agricoles ou environnement des DDT, DDTM ou DAAF, les organisations professionnelles agricoles, les fédérations de propriétaires, les notaires, les chambres d'agriculture, etc.)."



Le Centre de Ressources Loire nature et son Centre de Documentation

Initié à la fin du programme Loire nature (2000-2006), le Centre de Ressources est né en 2007 avec la volonté de favoriser la mutualisation et l'harmonisation des données avec notamment la création d'un Centre de Documentation et la mise en ligne d'une base documentaire.

Cheville ouvrière du Centre de Ressources, la base documentaire met à disposition des acteurs du bassin plus de 4800 références ayant trait aux thématiques du patrimoine naturel ligérien et du plan Loire. La majorité des documents sont des rapports (issus essentiellement de la littérature grise), des ouvrages, des articles de périodiques.

Le Centre de Documentation est constitué d'une part d'un fonds physique de plus de 3 000 documents empruntables auprès de la documentaliste et de plus de 2 500 documents numériques accessibles soit directement par téléchargement d'un lien intégré à la notice de la base documentaire ou en en faisant la demande par courriel.

Les nouveautés sont présentées régulièrement dans une lettre d'information trimestrielle diffusée auprès d'environ 1 500 contacts sur le bassin de la Loire.

Contactez la documentaliste : Agnès Raysséguier, 02 38 24 20 94,
Courriel : agnes.raysseguier@reseau-cen.org
Accédez à la base documentaire du Patrimoine naturel ligérien :
<http://reseau-cen-doc.org/>

The screenshot shows the homepage of the 'Base documentaire du Patrimoine naturel ligérien'. At the top, there is a banner with the logo of 'Conservatoires d'espaces naturels La Fédération' and a scenic view of a river. Below the banner, there is a navigation bar with 'Accueil' and 'Se connecter'. The main content area is divided into several sections:

- Bases disponibles:** Lists the 'Base documentaire du Patrimoine naturel ligérien' and the 'Base documentaire du Pôle relais tourbières'.
- Rechercher:** A search bar with a magnifying glass icon and an 'OK' button.
- Recherche avancée:** A link to 'Recherche avancée'.
- Accueil > Base documentaire du Patrimoine naturel ligérien:** A welcome message stating 'Bienvenue dans la nouvelle base documentaire Loire nature. Plus de 4 400 références sont déjà disponibles (de nombreuses sont téléchargeables) sur la gestion durable des milieux naturels liés aux fleuves et à leurs affluents, particulièrement sur le bassin de la Loire.' It also provides contact information for Agnès Raysséguier, the documentalist.
- Nouveautés de la base documentaire:** A list of recent updates, including reports on water course maintenance, urban runoff, and vulnerability studies.
- Dossier:** A section titled 'Plantes envahissantes'.
- Liens externes:** Links to 'Agence de l'eau Loire-Bretagne' and 'Plan Loire Grandeur-Nature'.

Retrouvez les documents dans la base documentaire et bien d'autres informations sur le site internet du Centre de Ressources Loire nature : <http://www.centrederessources-loirenature.com/>



The screenshot shows the website interface for 'Centre de Ressources Loire nature'. At the top, there is a navigation bar with links for 'Nous contacter', 'Partenaires', 'Le réseau des CEN', and the logo for 'Conservatoires d'espaces naturels La Fédération'. Below this is a banner image of a wetland with the text 'Centre de Ressources Loire nature' and 'Connaître et partager avec les acteurs du bassin ligérien'. A secondary navigation bar includes 'PLAN LOIRE GRANDEUR NATURE', 'RÉSEAU NATURALISTES', 'RÉSEAU INVASIVES', 'RÉSEAU ZONES HUMIDES', and 'ÉVÈNEMENTS'. The main content area features an 'Agenda' section for '26 au 30 Septembre 2017' with the event 'Zones humides: Colloque Valeurs et usages des zones humides'. Below the agenda is an 'Actualités' section with a featured article titled 'Retours sur la demi-journée scientifique "Rencontre autour de la Loire, de la Maine à la mer"'. To the right, there is a search bar and a vertical menu with options like 'Actualités', 'Agenda', 'Lettre d'informations', 'Annuaire', 'Photothèque', 'Cartographie', 'BASE DOCUMENTAIRE', and 'RETOURS D'EXPERIENCE'. A sign-up box for 'la LETTRE D'INFORMATIONS' is also visible.

Centre de Ressources Loire nature, Fédération des Conservatoires d'espaces naturels

Contact : agnes.raysseguier@reseau-cen.org

Base documentaire : <http://reseau-cen-doc.org/>